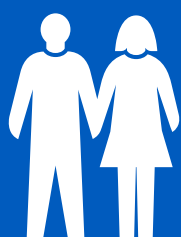


Comptes sociaux D'EDF SA

Résumés au 31 décembre 2009



Les informations ci-après ne regroupent que les données les plus significatives et les plus utiles aux lecteurs. L'ensemble des documents dont les états financiers complets sur lesquels portent le rapport des Commissaires aux comptes sont disponibles sur simple demande, auprès de la Direction de la Communication Financière au siège social de la Société, 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 08.

Sommaire

Comptes de résultat	139
Bilans.....	140
Tableaux de flux de trésorerie.....	142
1 Référentiel comptable.....	143
2 Évolutions réglementaires survenues au cours de l'exercice ayant un impact sur les comptes.....	143
3 Événements et transactions significatifs survenus au cours de l'exercice	144
3.1 ALPIQ ET APPORTS DES DROITS DE TIRAGE EMOSSON.....	144
3.2 ÉMISSIONS OBLIGATAIRES	144
3.3 BRITISH ENERGY.....	145
3.4 ACOMPTE SUR DIVIDENDE ET MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL ..	145
3.5 ACQUISITION DE CONSTELLATION ENERGY NUCLEAR GROUP	145
3.6 ACQUISITION DE SPE.....	146
3.7 ACCORDS EDF, ENBW, E.ON	146
3.8 ANNULATION DE LA DÉCISION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DU 16 DÉCEMBRE 2003	146
4 Réconciliation de la trésorerie et équivalents de trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie	147
5 Variation des capitaux propres.....	148

NB : les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros.

Comptes de résultat

(en millions d'euros)

2009

2008

	2009	2008
CHIFFRE D'AFFAIRES (1)	38 895	39 003
Production stockée	193	48
Production immobilisée	399	315
Subventions d'exploitation	2 672	1 874
Reprises sur amortissements et provisions d'exploitation	3 711	5 592
Transferts de charges	185	101
Autres produits d'exploitation	897	1 034
I - TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	46 952	47 967
Consommations de l'exercice en provenance de tiers	30 156	31 060
Achats consommés de combustibles	2 820	2 457
Achats d'énergie	9 821	9 495
Autres achats consommés de biens	1 107	3 227
Achats de services	16 408	15 881
Impôts, taxes et versements assimilés	2 899	2 360
Sur rémunérations	116	110
Liés à l'énergie	1 301	882
Autres	1 482	1 368
Charges de personnel	5 290	5 095
Salaires et traitements	3 265	3 178
Charges sociales	2 025	1 917
Dotations d'exploitation	3 673	4 576
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 861	1 742
Sur immobilisations : dotations aux provisions pour dépréciation	47	136
Sur actif circulant : dotations aux provisions pour dépréciation	159	122
Pour risques et charges : dotations aux provisions	1 606	2 576
Autres charges d'exploitation	1 008	1 444
II - TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	43 026	44 535
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	3 926	3 432
Opérations en commun		
III - Bénéfice attribué ou perte transférée	1	11
IV - Perte supportée ou bénéfice transféré	6	2
Produits financiers		
Produits financiers de participations	715	1 572
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	814	644
Autres intérêts et produits assimilés	1 992	556
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 484	373
Gains de change réalisés	4 223	1 751
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	113	75
V - TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	10 341	4 971
Dotations financières aux amortissements et provisions	2 371	4 781
Intérêts et charges assimilées	3 769	1 520
Pertes de change réalisées	4 058	1 797
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	70	30
VI - TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES	10 268	8 128
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	73	(3 157)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)	3 994	284
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 668	365
Reprises sur provisions et transferts de charges	641	536
VII - TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 309	901
Charges exceptionnelles sur opérations en capital :	979	199
- Valeurs comptables des éléments immobiliers et financiers cédés	808	186
- Autres	171	13
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions :	343	465
- Dotations aux provisions réglementées	186	264
- Dotations aux amortissements et autres provisions	157	201
VIII - TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 322	664
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	987	237
IX - Impôts sur les bénéfices	401	(346)
Total des produits (I + III + V + VII)	59 603	53 850
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX)	55 023	52 983
BÉNÉFICE OU PERTE	4 580	867

(1) Dont production en 2009 de biens à l'exportation pour 5 364 millions d'euros et de services à l'exportation pour 257 millions d'euros.

Bilans

ACTIF <i>(en millions d'euros)</i>	Note	31/12/2009		31/12/2008
		Montants bruts	Amortissements ou provisions	Montants nets
ACTIF immobilisé				Montants nets
Immobilisations incorporelles		938	230	708
Terrains		124	5	119
Constructions		9 025	5 888	3 137
Installations techniques, matériels et outillages industriels		55 564	37 562	18 002
Autres immobilisations corporelles		993	688	305
Sous-total Immobilisations corporelles du domaine propre		65 706	44 143	21 563
Terrains		36	-	36
Constructions		8 410	5 184	3 226
Installations techniques, matériels et outillages industriels		2 849	1 451	1 398
Autres immobilisations corporelles		11	10	1
Sous-total Immobilisations corporelles du domaine concédé		11 306	6 645	4 661
Travaux en cours		4 567	-	4 567
Avances et acomptes versés		1 066	-	1 066
Sous-total Immobilisations corporelles en cours		5 633	-	5 633
Immobilisations incorporelles en cours		739	-	739
Participations et créances rattachées		45 801	220	45 581
Titres immobilisés		12 059	835	11 224
Prêts et autres immobilisations financières		9 213	6	9 207
Sous-total Immobilisations financières		67 073	1 061	66 012
TOTAL I - ACTIF IMMOBILISÉ		151 395	52 079	99 316
Actif circulant				
Matières premières		7 158	12	7 146
Autres approvisionnements		737	160	577
En-cours de production et autres stocks		16	-	16
Sous-total Stocks et en-cours		7 911	172	7 739
Avances et acomptes versés sur commandes		473	-	473
Créances clients et comptes rattachés		11 266	228	11 038
Autres créances d'exploitation		6 093	5	6 088
Sous-total Créances d'exploitation		17 359	233	17 126
Valeurs mobilières de placement	4	5 271	10	5 261
Instruments de trésorerie		1 185	-	1 185
Disponibilités	4	2 206	-	2 206
Charges constatées d'avance		565	-	565
Sous-total Autres éléments actif circulant		9 227	10	9 217
TOTAL II - ACTIF CIRCULANT		34 970	415	34 555
Comptes de régularisation				
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)		129	-	129
Primes de remboursement des obligations (IV)		204	39	165
Écarts de conversion – Actif (V)		66	-	66
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		186 764	52 533	134 231

PASSIF (en millions d'euros)	Note	31/12/2009	31/12/2008
Fonds propres			
Capital		924	911
Primes liées au capital social			
Primes d'émission		7 033	6 110
Primes de fusion		25	25
Écarts de réévaluation			
Réserve spéciale – Loi du 28/12/1959		631	631
Réserve réglementée – Loi du 29/12/1976		16	16
Réserves réglementées			
Réserve légale		91	91
Report à nouveau		5 450	6 913
Résultat de l'exercice		4 580	867
Acomptes sur dividendes		(1 002)	(1 166)
Subventions d'investissement reçues		86	55
Provisions réglementées			
Provisions relatives aux immobilisations amortissables (loi du 30/12/1977)		17	18
Amortissements dérogatoires		6 910	7 089
Sous-total Capitaux propres	5	24 761	21 560
Comptes spécifiques des concessions		1 967	2 038
TOTAL I - FONDS PROPRES		26 728	23 598
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques		294	778
Provisions pour charges			
Renouvellement des immobilisations du domaine concédé		219	202
Aval du cycle nucléaire		15 030	14 711
Déconstruction et derniers cœurs		12 958	12 469
Avantages au personnel		9 695	9 518
Autres charges		1 347	2 352
TOTAL II - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		39 543	40 030
Dettes			
Emprunts obligataires et autres emprunts ⁽¹⁾		32 902	20 552
Avances sur consommation reçues		149	158
Autres dettes		1 324	914
Sous-total Dettes financières ⁽²⁾		34 375	21 624
Avances et acomptes reçus		4 281	3 765
Fournisseurs et comptes rattachés		9 645	10 226
Dettes fiscales et sociales		5 041	4 999
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 498	1 448
Autres dettes		8 221	7 056
Sous-total Dettes d'exploitation, d'investissement et divers		24 405	23 729
Instruments de trésorerie		1 314	438
Produits constatés d'avance		3 400	3 796
TOTAL III - DETTES ⁽³⁾		67 775	53 352
Comptes de régularisation			
Écarts de conversion – Passif (IV)		185	217
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		134 231	117 197

(1) Dont en euros : 22 305 millions d'euros et en devises : 10 597 millions d'euros.

(2) Dont soldes créditeurs de banques : 16 millions d'euros.

(3) Dont dettes à plus d'un an : 34 145 millions d'euros.

Tableaux de flux de trésorerie

(en millions d'euros)	2009	2008
Opérations d'exploitation		
Résultat avant impôt	4 981	521
Amortissements et provisions	(522)	3 294
Plus- ou moins-values de cessions	(649)	(139)
Élimination des produits et charges financières	83	(1 206)
Variation du besoin en fonds de roulement	(726)	664
Flux de trésorerie nets générés par l'exploitation	3 167	3 134
Frais financiers nets décaissés dont dividendes reçus	196	2 142
Impôts sur le résultat payés	573	(952)
Flux de trésorerie nets générés par les activités opérationnelles (A)	3 936	4 324
Opérations d'investissements		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(3 529)	(2 492)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	55	76
Variation d'actifs financiers	(10 994)	(6 307)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement (B)	(14 468)	(8 723)
Opérations de financement		
Émissions d'emprunts et conventions de placements	25 570	10 324
Remboursements d'emprunts et conventions de placements	(13 369)	(2 264)
Dividendes versés	(1 228)	(2 437)
Participations reçues sur les ouvrages en concession	13	15
Subventions d'investissement reçues	41	16
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement (C)	11 027	5 654
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A) + (B) + (C)	495	1 255
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture*	360	(807)
Incidence des variations de change	7	(98)
Produits financiers nets sur disponibilités et équivalents	33	10
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE*	895	360

* Les postes « Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture et à la clôture » ne comprennent pas les OPCVM, ni les Titres de Créances Négociables (TCN) supérieurs à trois mois. La réconciliation de la trésorerie à l'ouverture et à la clôture avec les postes de bilan est présentée dans la note 4.

1 Référentiel comptable

EDF présente ses comptes annuels selon les principes et méthodes comptables définis par le plan comptable général tel que présenté par le règlement n° 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999 et complétés des règlements subséquents.

2 Évolutions réglementaires survenues au cours de l'exercice ayant un impact sur les comptes

Concessions de Forces Hydrauliques

L'article 7 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques a supprimé le droit de préférence au concessionnaire sortant, institué par la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique.

L'article 33 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, prévoit au profit du concessionnaire sortant le principe d'une indemnisation de la part non amortie de ses investissements réalisés durant la deuxième moitié du contrat, sans que cette durée puisse être inférieure à 10 ans, et à l'exclusion de ceux qui auraient été nécessaires à la remise en bon état des ouvrages à la fin de la concession.

Le décret d'application n° 2008-1009 du 26 septembre 2008 a apporté notamment des précisions sur les modalités d'indemnisation des travaux effectués lors de la deuxième moitié de la concession et réalisés antérieurement à la publication du décret. Conformément aux dispositions prévues par ce décret, EDF a déposé en début d'année 2009 à l'agrément du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer les dépenses éligibles à indemnisation. L'instruction de ce dossier

par l'Administration est en cours.

La prise en compte de ces évolutions réglementaires a conduit à constituer, à compter du 1^{er} janvier 2009, un complément d'amortissement de caducité pour les seuls biens remis gratuitement en fin de concession et dont la date de fin de vie technique va au-delà de la date de fin de concession. Ce complément d'amortissement de caducité, constaté en charges en contrepartie d'un droit du concédant au passif du bilan, vient compléter l'amortissement industriel des biens et permet d'amortir sur la durée résiduelle de la concession la valeur nette comptable des biens pour la part financée par le concessionnaire.

Par ailleurs, la contrepartie des biens figurant au passif, pour les subventions et les remises gratuites, est désormais estimée en fonction de la valeur nette comptable des biens à l'actif et fait l'objet d'une dépréciation sur la durée de vie technique des biens.

Le complément d'amortissement de caducité conduit à une charge supplémentaire de 15 millions d'euros et la reprise des subventions à un produit exceptionnel de 80 millions d'euros en 2009.

3

Événements et transactions significatifs survenus au cours de l'exercice

3.1 Alpiq et apports des droits de tirage Emosson	144
3.2 Émissions obligataires	144
3.3 British Energy	145
3.4 Acompte sur dividende et modification du capital social	145
3.5 Acquisition de Constellation Energy Nuclear Group	145
3.6 Acquisition de SPE	146
3.7 Accords EDF, EnBW, E.ON	146
3.8 Annulation de la décision de la Commission européenne du 16 décembre 2003	146

Outre les événements décrits dans la note 2, les principaux événements et transactions survenus au cours de l'exercice 2009 ayant ou pouvant avoir un impact significatif sur les comptes sont décrits ci-dessous :

3.1

Alpiq et apports des droits de tirage Emosson

Le 19 décembre 2008, les groupes suisses d'énergie ATEL et EOSH ont annoncé leur fusion sous l'appellation Alpiq Holding SA en vue de constituer un nouveau groupe énergétique en Suisse. Suite aux accords conclus entre EDF, EOSH et CSM (consortium d'actionnaires historiques d'ATEL), EDF a atteint à la fin du mois de janvier 2009 une participation de 25 % dans Alpiq Holding SA.

Conformément à cet accord, le 27 janvier 2009, EDF a apporté à Alpiq sa quote-part de 50 % des droits à la puissance et à l'énergie de l'aménagement hydroélectrique d'Emosson, pour la durée résiduelle des concessions existantes, et ce pour 722 millions de francs suisses (soit 481 millions d'euros comptabilisés en résultat exceptionnel en 2009).

En contrepartie de cet apport en nature, EDF a reçu 1 187 511 actions Alpiq Holding SA, actions qu'elle a cédées à EDF International le 9 février 2009.

3.2

Émissions obligataires

EDF a procédé en 2009 à l'émission de plusieurs emprunts à long terme pour un montant total de 13,6 milliards d'euros auprès d'investisseurs institutionnels français et internationaux.

Par ailleurs, le 17 juin 2009, EDF a lancé un emprunt obligataire auprès des particuliers. L'emprunt est rémunéré au taux fixe de 4,5 % et fera l'objet d'un remboursement intégral à l'issue d'une période de 5 ans. Au terme de la période de souscription qui s'est achevée le 6 juillet 2009, le montant de l'emprunt s'est élevé à 3,3 milliards d'euros.

3.3

British Energy

Le 5 janvier 2009, à l'issue de l'offre publique d'achat lancée en novembre 2008 sur British Energy, Lake Acquisitions Ltd, filiale à 100 % d'EDF via EDF International, a pris le contrôle de British Energy. Le financement de cette acquisition a été assuré pour l'essentiel dans un premier temps par un crédit syndiqué bancaire souscrit par EDF et tiré à hauteur de 7 344 millions de livres sterling en janvier 2009.

Le 26 novembre 2009, le groupe EDF et Centrica plc ont finalisé l'accord annoncé en mai 2009 aux termes duquel EDF acquiert la participation de 51 % de Centrica dans l'électricien belge SPE-Luminus et Centrica acquiert 20 % de Lake Acquisitions Ltd ainsi que 20 % de la société de projet d'EDF créée pour la construction de nouvelles centrales nucléaires au Royaume-Uni.

À l'issue des différentes opérations de refinancement, EDF a entièrement remboursé le crédit syndiqué bancaire, a souscrit à une augmentation de capital de 7 979 millions d'euros d'EDF International et à une augmentation de capital de 3 087 millions d'euros de C3, filiale détenue à 100 % et portant les titres d'EDF Investissements Groupe, cette dernière société ayant pour vocation d'assurer les opérations de financement des filiales du groupe EDF.

3.4

Acompte sur dividende et modification du capital social

Le 5 novembre 2009, le Conseil d'administration a décidé la distribution d'un acompte sur dividendes au titre de l'exercice 2009, payable en numéraire ou en actions nouvelles au prix d'émission de 35,13 euros.

La mise en paiement le 17 décembre de l'acompte sur dividendes en actions s'est traduite par une augmentation du capital social de 13 millions d'euros suite à l'émission de 26 695 572 actions, accompagnée d'une prime d'émission de 923 millions d'euros (montant net de frais d'émission).

3.5

Acquisition de Constellation Energy Nuclear Group

EDF Development Inc., filiale d'EDF International, et Constellation Energy Group (CEG) ont conclu le 17 décembre 2008 un accord aux termes duquel EDF Development Inc. s'engageait à acquérir une participation de 49,99 % dans Constellation Energy Nuclear Group, entité regroupant les activités de production d'origine nucléaire de CEG, pour 4,5 milliards de dollars US.

Dans le cadre de cet accord, EDF Development Inc. a renforcé la liquidité de CEG en faisant un apport immédiat de 1 milliard de dollars US à CEG par souscription d'actions de préférence non convertibles. Cet apport a été financé par un prêt d'EDF à EDF International pour un montant de 851 millions d'euros.

Toutes les autorisations réglementaires nécessaires ayant été obtenues, l'acquisition de 49,99 % de Constellation Energy Nuclear Group a été finalisée le 6 novembre 2009.

Les actions de préférence de 1 milliard de dollars US ont été restituées à CEG et imputées sur le prix d'achat. EDF a accordé un prêt complémentaire à EDF International de 2 489 millions d'euros.

3.6 Acquisition de SPE

Suite à l'accord entre EDF et Centrica de mai 2009, la Commission européenne a autorisé, le 12 novembre 2009, l'opération d'acquisition par EDF Belgium de la participation de 100 % de Centrica dans Segebel, qui détient 51 % de SPE, société belge de production et de distribution d'électricité et de gaz. Le montant total de l'acquisition s'élève à 1,3 milliard d'euros.

Dans ce cadre, EDF a cédé EDF Belgium à EDF International pour 205 millions d'euros, a procédé à une avance de 815 millions d'euros à EDF International et à l'augmentation de capital de 510 millions d'euros de C3.

3.7 Accords EDF, EnBW, E.ON

Le 30 septembre 2009, EDF, EnBW et E.ON ont signé des accords sur des échanges de droits de tirage et d'actifs de production électrique pour plus de 1 200 MW entre la France et l'Allemagne.

Dans le cadre de ces accords, EDF a cédé à E.ON, le 30 décembre 2009, sa participation de 18,75 % dans la SNET, pour un montant de 193 millions d'euros.

De son côté EnBW acquiert au 1^{er} janvier 2010 :

- un droit de tirage d'énergie nucléaire de 800 MW en Allemagne issue du portefeuille nucléaire d'E.ON ;
- une participation majoritaire détenue par E.ON dans la centrale charbon de Rostock, soit une puissance de 256 MW ;
- un droit de tirage de 159 MW sur la centrale charbon de Buschhaus.

En contrepartie, E.ON acquiert un droit de tirage nucléaire de 800 MW en France à partir des droits de tirages historiques dont dispose EnBW sur la production nucléaire d'EDF.

3.8 Annulation de la décision de la Commission européenne du 16 décembre 2003

Par un arrêt du 15 décembre 2009, le Tribunal de l'Union européenne a annulé la décision de la Commission européenne du 16 décembre 2003 qualifiant d'aide d'État le non-paiement en 1997 par EDF de l'impôt sur les sociétés sur la partie utilisée des provisions pour renouvellement des ouvrages du Réseau d'Alimentation Général figurant en « Droits du concédant », et ordonnant sa récupération par l'État français.

En exécution de la décision (susceptible d'appel jusqu'au 1^{er} mars 2010), l'État a ainsi restitué à EDF le 30 décembre 2009 un montant de 1 224 millions d'euros, correspondant à la somme versée par EDF à l'État en 2004.

La filialisation des activités de transport et de distribution étant intervenue respectivement en 2005 et 2007, EDF, RTE EDF Transport et ERDF sont co-titulaires de ce droit à restitution. EDF reversera donc à RTE EDF Transport et ERDF les montants qui leur reviennent.

À ce titre, EDF a enregistré, au 31 décembre 2009, une dette de 526 millions d'euros dont 332 millions d'euros vis-à-vis de RTE EDF Transport et 194 millions vis-à-vis d'ERDF. Pour sa part, EDF a comptabilisé un produit financier à hauteur de 191 millions d'euros (au titre de la restitution des intérêts de la période 1997-2004) et un produit d'impôt pour un montant de 507 millions d'euros (au titre du principal).

4 Réconciliation de la trésorerie et équivalents de trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	Variation
Valeurs mobilières de placement	5 271	7 796	(2 525)
Disponibilités	2 206	586	1 620
Sous-total à l'actif du bilan	7 477	8 382	(905)
OPCVM en euros	(2 232)	(5 337)	3 105
TCN en euros supérieurs à 3 mois	(1 732)	(567)	(1 165)
TCN en devises supérieurs à 3 mois	(203)	-	(203)
Obligations	(215)	(366)	151
VMP - titres propres	(3)	(168)	165
Intérêts courus sur VMP supérieures à 3 mois	(1)	(4)	3
VMP incluses dans les actifs financiers du tableau de flux de trésorerie	(4 386)	(6 442)	2 056
Achats d'option de change classés en instruments de trésorerie dans le bilan	-	5	(5)
Avances de trésorerie accordées aux filiales (conventions de cash-pooling) incluses dans le poste « Autres créances d'exploitation » du bilan	-	34	(34)
Avances de trésorerie reçues des filiales (conventions de cash-pooling) incluses dans le poste « Autres dettes d'exploitation » du bilan	(2 196)	(1 619)	(577)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture du tableau de flux de trésorerie	895	360	535
Élimination de l'incidence des variations de change	-	-	(7)
Élimination des produits financiers sur disponibilités et équivalents	-	-	(33)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE DU TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE			495

5 Variation des capitaux propres

(en millions d'euros)

	Capital	Réserves et Primes	Report à nouveau et acompte sur dividende	Résultat de l'exercice	Subventions d'investissement reçues	Provisions réglementées	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2007	911	6 874	3 175	4 934	47	7 197	23 138
Affectation du résultat 2007	-	-	3 659	(3 659)	-	-	-
Distribution de dividendes	-	-	2	(1 275)	-	-	(1 273)
Résultat 2008	-	-	-	867	-	-	867
Acompte sur dividendes	-	-	(1 164)	-	-	-	(1 164)
Autres variations	-	(1)	75	-	8	(90)	(8)
Situation au 31 décembre 2008	911	6 873	5 747	867	55	7 107	21 560
Distribution de dividendes	-	-	(297)	(867)	-	-	(1 164)
Résultat 2009	-	-	-	4 580	-	-	4 580
Acompte sur dividendes	13	925	(1 002)	-	-	-	(64)
Autres variations	-	(2)	-	-	31	(180)	(151)
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2009	924	7 796	4 448	4 580	86	6 927	24 761

Le 5 novembre 2009, le Conseil d'administration a décidé la distribution d'un acompte sur dividendes au titre de l'exercice 2009, payable en numéraire et/ou en actions. La mise en paiement des dividendes en actions s'est traduite par une augmentation du capital social par émission de 26 695 572 actions à la valeur nominale de 0,50 euro, soit 13 millions d'euros, et une prime d'émission de 925 millions d'euros. Les frais d'émission ont été imputés sur cette prime.

En 2009, la variation des capitaux propres de 3 201 millions d'euros se décompose de la façon suivante :

- (1 164) millions d'euros représentant le solde de la distribution de dividendes au titre de l'exercice 2008, décidée par l'assemblée des actionnaires du 20 mai 2009, correspondant à 0,64 euro par action, mis en paiement le 3 juin 2009 ;
- (64) millions d'euros de distribution d'acompte sur dividendes versé en numéraire au titre de l'exercice 2009, correspondant à 0,55 euro par action, mis en paiement le 17 décembre 2009 ;
- 4 580 millions d'euros de résultat 2009 ;
- (151) millions d'euros d'autres variations correspondant notamment aux reprises nettes de provisions réglementées pour (180) millions d'euros et aux subventions d'investissement reçues pour 31 millions d'euros.

En 2008, la diminution des capitaux propres de 1 578 millions d'euros se décompose pour l'essentiel de la façon suivante :

- (1 273) millions d'euros représentant le solde de la distribution de dividendes au titre de l'exercice 2007 à la suite de la décision de l'assemblée des actionnaires du 20 mai 2008, correspondant à 0,70 euro par action, mis en paiement le 2 juin 2008 ;

- (1 166) millions d'euros de distribution d'acompte sur dividendes au titre de l'exercice 2008 à la suite de la décision du Conseil d'administration du 20 novembre 2008, correspondant à 0,64 euro par action, mis en paiement le 17 décembre 2008 pour 1 164 millions d'euros versés hors actions propres ;
- 867 millions d'euros de résultat 2008 ;
- (8) millions d'euros d'autres variations correspondant notamment aux reprises nettes de provisions réglementées pour (90) millions d'euros et au changement de méthode de comptabilisation de la charge liée au plan d'attribution d'actions gratuites (avis n° 2008-17 du Conseil National de la Comptabilité) pour 75 millions d'euros.

Capital social

Au 31 décembre 2009, le capital social s'élève à 924 433 331 euros, composé de 1 848 866 662 actions entièrement souscrites et libérées, d'une valeur nominale de 0,50 euro chacune, détenues à 84,5 % par l'État, 13,1 % par le public (institutionnels et particuliers), 2,4 % par les salariés et anciens salariés du Groupe et 244 412 d'actions autodétenues.